



Les Mardis de 4D

Mardi 22 décembre 2009

Actes

**Retour sur le Sommet de Copenhague
La faiblesse du compromis
heurte l'opinion publique
Quelles perspectives pour la suite ?**

Avec :

Anne Chetaille, Chargée de projets / Environnement et changement climatique au GRET, pour Coordination Sud

Morgane Créach, Directrice des affaires internationales au Réseau Action Climat- France

Jeanne Planche, Chargée de projet au CRID

Pierre Radanne, Président de 4D

Animé par :

Marie Chéron, Chargée de mission Territoires et Développement durable à 4D

Préambule :

La Conférence internationale de l'ONU sur le climat s'est achevée samedi 19 décembre 2009, après deux semaines d'âpres négociations. Les discussions ont été difficiles, et le résultat est décevant, voir inquiétant : la Conférence des Parties a « pris note » de l'Accord de Copenhague. Une simple déclaration politique, bien en deçà de ce que l'on pouvait en attendre. Les leaders du monde entier, s'ils ont tous admis l'importance cruciale d'une prise en charge collective de la question du changement climatique, ont été incapables de trouver un compromis. L'accord a été mis sur la table par quelques dirigeants du monde, refusée par d'autres. Le mandat de Bali n'est pas rempli.

Ce Sommet a été au cœur de l'actualité et a créé une mobilisation mondiale sans précédent. Pendant deux semaines, 50 000 personnes se sont retrouvées à Copenhague. Tant la mobilisation au Klima Forum, à côté du Sommet officiel, que la manifestation du 12 décembre, ont témoigné de la force des attentes citoyennes. La société civile attendait un accord ambitieux, contraignant, équitable. Les ONG se sont fait exclure du centre de conférence, et le sommet a accouché d'une souris... Mais la médiocrité du bilan ne doit pas mettre à mal la mobilisation de tous.

Copenhague n'est qu'une étape : le processus de négociation doit se poursuivre. La société civile doit plus que jamais rester mobilisée, active, et vigilante.

A l'issue de cette conférence, 4D et ses partenaires, le Réseau Action Climat France (RAC-F), Coordination Sud, le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) invitent les représentants d'ONG à débattre, à faire part de leur analyse.

◆ Quelles conclusions tirer de cette conférence ? Quels ont été les principaux points de blocage ? Quelles perspectives pour la suite des négociations en 2010-2011 ?

◆ Quel bilan de la mobilisation de la société civile pour la Conférence de Copenhague ? Quelles perspectives d'action collectives pour la suite ?

L'objectif de ce Mardi de 4D était de revenir sur la conférence de l'ONU, qui, après deux semaines de négociations un peu difficiles, a débouché sur l'Accord de Copenhague, qui fixe. Cet accord sur le plafonnement du réchauffement, la baisse des émissions et l'augmentation du financement se révèle très faible par rapport aux attentes, peu ambitieux, trop imprécis. Un accord de trois pages, dont la Conférence des parties n'a pu que « prendre note ».

Il s'agit donc de comprendre le contenu et les insuffisances de cet accord, et également de revenir sur la mobilisation de la société civile en amont et pendant le sommet.

Quel est le contenu de l'Accord de Copenhague ? Quelles perspectives pour la suite ?

Morgane Créach, Directrice des affaires internationales au Réseau Action Climat-France (RAC)

Pour les ONG, il s'agit réellement d'un échec total.

Que s'est-il passé ? On a obtenu qu'une simple prolongation des voies de négociations habituelles, celle de la Convention et celle du Protocole de Kyoto, pour un possible résultat lors de la prochaine conférence, au Mexique, fin 2010, sans aucune indication sur la forme juridique dont on héritera.

Il y a eu, soi-disant, un accord. Moi, je n'appelle pas cela un accord puisqu'il n'a pas été approuvé par l'ensemble de la communauté internationale, par l'ensemble des pays. Certains ont refusé d'apposer leur signature sur cet accord. On a une décision de la COP qui dit : « La Conférence des Parties prend note de cet accord », avec une liste des pays qui l'approuvent et une liste des pays qui le rejettent, parmi lesquels la Bolivie, la Colombie, Cuba, Tuvalu, le Soudan, l'Arabie Saoudite, pas tous pour les mêmes raisons à mon avis.

1. Il n'y aucun chiffre de réduction des émissions. S'il est fait mention de l'objectif de limiter l'élévation de la température mondiale en deçà de 2°C d'ici la fin du siècle, aucun moyen pour y parvenir n'est précisé. Il y a des cases vides à la fin de l'accord où chaque pays industrialisé va devoir inscrire son objectif de réduction pour le 31 janvier 2010, et chaque pays en développement devra indiquer ce qu'il entend faire comme action de réduction de ses émissions.

L'approche américaine prend le dessus : tous les pays vont proposer des objectifs de réduction nationaux, que l'on additionnera pour obtenir un objectif agrégé au niveau mondial. Cette approche va à l'encontre de l'approche Kyoto qui part d'un objectif de réduction pour le décliner ensuite entre les différents pays industrialisés.

2. Sur le deuxième volet de la négociation, le volet financier, on espérait que Copenhague aboutisse à un principe fort de solidarité internationale, les plus riches aidant les plus pauvres à s'adapter aux impacts du changement climatique et à limiter l'augmentation de leurs émissions. Au final, on a acheté la voix des pays les plus pauvres avec **30 milliards de dollars à attribuer entre 2010 et 2013**, donc 10 milliards de dollars chaque année. Sur les financements de long terme, ce qu'on attendait le plus, l'accord mentionne le fait que les pays industrialisés doivent essayer de mobiliser 100 milliards de dollars en 2020. Rien ne dit ce qu'il va se passer entre 2013 et 2020, il n'y a **rien de contraignant** sur ce volet. Le pire étant que cet argent peut aussi bien être relevé d'une logique d'aide bilatérale, multilatérale, provenir du secteur privé ou public, ou même être compris dans le montant de l'Aide Publique au Développement, recyclé en « financement climat ».

Aucun accord n'a abouti sur les nouveaux mécanismes de financement dont on parlait beaucoup, que ce soit une taxe sur les émissions liées au secteur maritime international ou au secteur de l'aviation, la taxe sur les transactions financières, la mise aux enchères des droits à polluer des pays industrialisés. La création d'un panel de haut niveau, chargé de réfléchir à la création de futurs mécanismes innovants, a été annoncée mais on ne sait pas quand ce

panel va rendre ses conclusions et à quoi elles mèneront.

Le **bilan** est donc pour nous un **échec sans précédent** et aussi une **véritable crise du multilatéralisme**. La dernière nuit de négociation a démontré cela : les chefs d'Etat sont arrivés à Copenhague avec un égo surdimensionné. Le changement climatique a été érigé comme un enjeu géopolitique, avec les grandes puissances qui se sont acharnées à montrer leur puissance. Ces chefs d'Etat se sont réunis en format assez restreint, en oubliant que l'on était aux Nations Unies et qu'aux Nations Unies, c'est un « pays = une voix ». Ils ont tenté d'imposer cet accord au reste de la communauté internationale. C'est là que certains Etats ont élevé la voix dans la nuit du vendredi au samedi : « On n'a même pas été consulté sur cet accord. Plusieurs pays n'ont même pas lu le texte de cet accord, il y a un déni de démocratie important. » De là, certains pays ont refusé de signer le texte.

Les Chefs d'Etat sont passés comme un rouleau compresseur sur les pays les plus pauvres mais aussi sur le travail qui a été fourni par les délégations des Etats pendant plus de deux ans, et même par les ministres. Les **Etats-Unis et la Chine sont les deux pays qui ont le plus bloqué** l'obtention d'un accord à Copenhague. **Ce qui ne veut pas pour autant dire que l'Europe doit s'en trouver auréolée**. On attendait qu'elle exerce un rôle moteur, cela n'a pas été le cas. Elle nous avait promis d'abattre des cartes pendant la négociation de Copenhague, on les attend toujours. Elle n'a pas été capable d'annoncer un objectif de réduction de ses émissions à 30% d'ici 2020.

Voilà où on en est. Cela veut dire que les ONG ont encore plus de travail à fournir aujourd'hui. Il ne faut pas rester statique suite à l'échec de Copenhague, il vaut mieux en ressortir plus déterminé que jamais pour avancer.

Quel est l'analyse des ONG de solidarité internationale sur ce qui s'est passé à Copenhague ?

Anne Chetaille, Chargée de projets / Environnement et changement climatique au GRET, pour Coordination Sud

Les messages clés de Coordination Sud :

Au sein de Coordination Sud, un groupe « Climat et développement » a été mis en place en juillet 2007. Il rassemble une trentaine de membres de Coordination Sud et de membres du RAC-F. Il a pour objectif de renforcer notre expertise collective des enjeux « climat et développement » des négociations internationales, afin d'élaborer des positions communes sur ces thématiques et d'améliorer l'intégration de ces enjeux dans nos actions de terrain. Le RAC-F travaille ainsi avec nous pour nous aider dans la compréhension des enjeux de la négociation internationale.

Une dizaine de membres de Coordination Sud a participé à la Conférence de Copenhague, avec un document de position sur des questions de solidarité internationale qui nous sont chères. Ce document était axé autour de trois priorités :

- **Obtenir des financements qui soient additionnels aux objectifs de l'Aide Publique au Développement** (0,7% du PIB) et qui soient surtout **accessibles aux pays les plus pauvres** et pas seulement aux pays émergents.

- **Promouvoir davantage de justice sociale dans les dispositifs** opérationnels qui auraient pu découler de cet accord de Copenhague. Pour nous, plus de justice sociale implique de **prendre en compte les besoins des personnes les plus vulnérables** comme les femmes, les personnes atteintes de maladie chronique ou les populations rurales. Il s'agit également de **favoriser la participation des acteurs locaux** dans la mise en place des stratégies nationales et

locales d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

- **Veiller à la cohérence des politiques publiques** car, dans certains cas, les pays du Nord prennent des engagements sur le climat qui peuvent avoir des impacts dramatiques dans les pays du Sud notamment en termes de sécurité alimentaire (exemple avec les agrocarburants).

A l'issue de ces 15 jours de négociation, le bilan sur la prise en compte des questions de solidarité internationale est plutôt mitigé.

Je partage l'analyse de Morgane concernant l'échec de la négociation de Copenhague. De façon générale, notre sentiment est que l'essentiel des discussions a porté sur des chiffres - objectifs de réduction, financements précoces. Si ce débat est important, on peut regretter le peu **de réflexions autour des modalités de mise en œuvre. Ces questions sont toutes aussi essentielles si on souhaite des accords efficaces sur le terrain et qui prennent en compte les principes** que nous défendons, notamment en termes de justice sociale.

Deux exemples pour illustrer cela :

- Les financements : certes, nous avons eu un vague accord sur les financements précoces, c'est-à-dire concernant les trois prochaines années. Mais l'accord ne donne **pas d'indication sur la répartition de ces financements entre l'atténuation et l'adaptation**. On a le sentiment que le débat se concentre beaucoup plus sur l'atténuation et sur les pays émergents. Or, pour nous, l'adaptation au changement climatique ne doit pas être le parent pauvre de cette discussion sur le climat. Qui dit parler d'adaptation, dit aussi parler des plus vulnérables.

On a également **peu parlé des canaux de distribution des financements**. Comment l'argent va-t-il être décaissé sur le terrain ? Par des sources bilatérales, multilatérales, etc. ? A travers quelle forme d'aide (prêt, subvention, etc.) ? On peut se poser également cette question au niveau français : la France va-t-elle mettre en place des subventions, des prêts ? Or **le choix des modalités aura un impact sur les accès aux financements pour les acteurs avec qui nous travaillons sur le terrain** (ONG, autorités locales, nationales...). Tout l'enjeu sera donc de pouvoir décaisser l'argent au plus vite dans les trois prochaines années, mais en veillant à faire de bons projets sur le climat et qui bénéficient directement aux populations les plus pauvres.

- La gouvernance : **l'accord prévoit un fonds sur le climat et différents mécanismes sur les technologies**. Mais le plus souvent, dans l'accord, mais aussi les discussions des deux groupes de travail sur le post-2012 (Convention et Protocole), on se contente d'aborder les questions de gouvernance seulement à travers la question de la création d'institutions internationales qui travailleraient sous l'égide de la convention climat. Pour nous, cette approche est **insuffisante**. Il faut éviter de mettre en place des institutions trop centralisées au niveau international, qui risquent de renforcer la bureaucratie et de consommer des ressources financières déjà maigres au détriment d'actions concrètes sur le terrain. **Il est nécessaire aussi parler de la gouvernance locale**. L'enjeu pour la gouvernance (comme pour les financements) est de **conjuguer « efficacité et équité »**.

En guise de conclusion, Copenhague nous a permis – nous ONG de solidarité internationale – d'identifier **quelques questions qui devront être approfondies en 2010** :

1 Celle du financement, et notamment de l'**articulation entre les financements alloués au développement et ceux alloués au climat** car en ces temps de crise économique, beaucoup de bailleurs de fonds sont tentés de mélanger les deux et de recycler l'APD pour le climat.

2 Celle de l'**adaptation au changement climatique**. A Copenhague, elle n'a pas été au cœur des discussions. En tant qu'ONG de solidarité internationale, nous avons beaucoup de choses à faire sur le terrain et un discours politique à affiner au niveau international pour que cette

question ne reste pas le parent pauvre des négociations. L'adaptation, ce n'est pas seulement adapter les infrastructures aux impacts de celui-ci mais c'est aussi travailler avec les communautés locales, les accompagner, les former pour que l'accord qu'on attend tous, soit efficace et équitable sur le terrain.

Au regard des enjeux qui étaient ceux de Copenhague, quel bilan peut-on faire de cette conférence ?

Pierre Radanne, président de l'association 4D, membre de la délégation de la république démocratique du Congo à Copenhague.

Je m'aperçois que, débordés les uns et les autres par notre émotivité au sortir de la conférence, on a tendance à bondir trop vite sur les conclusions de ce qu'on pense de la conférence sans vraiment expliquer aux gens ce qui s'est réellement passé. Je vais essayer de le faire.

Petit historique de la négociation : à la source de l'échec de Copenhague, une erreur d'interprétation

D'abord, nous avons fait une importante erreur de compréhension au cours de l'année 2009 sur la manière d'aborder la conférence de Copenhague. La nécessité d'un nouvel accord était rendue obligatoire : la première période d'engagement du protocole de Kyoto arrivera à son terme fin 2012. Depuis 2005, on est dans la préparation d'une troisième négociation, après celle de Rio et celle de Kyoto. Il a fallu attendre l'arrivée au pouvoir de Barack Obama pour que le jeu soit libéré car jusque là l'administration américaine bloquait complètement toute possibilité de négociation. **L'idée qui prévalait était celle d'un protocole, donc sous la forme d'un traité**, traité qui doit être ratifié par tous les pays pour entrer en vigueur. La ratification par 192 parlements nationaux ne prend pas moins de deux années ; il fallait donc que le traité soit décidé avant le début 2010, d'où la montée en pression sur la nécessité d'avoir un accord à Copenhague.

A travers ça, nous avons fait une erreur d'interprétation. En mars 2009, l'équipe américaine a dit : « *Nous ne signerons pas le protocole le protocole de Kyoto* ». Il faut noter que les Etats-Unis avaient tellement dérapé par rapport aux objectifs du protocole de Kyoto qu'ils ne pouvaient en aucun cas arriver à la cible qui leur avait été donnée à Kyoto, à savoir 6% de réduction de leurs émissions. Quand on est la première puissance du monde, on évite de se mettre dans une position de délinquant.

Nous avons tous entendu quelque chose de faux : un autre protocole pouvait voir le jour. Un nouveau texte de protocole a été préparé avec un premier *draft* bouclé fin juin, dans lequel chaque pays avait mis ses intentions. Au lieu d'aboutir à un texte de 20-40 pages, on s'est retrouvé avec **un texte de 198 pages**. 75 jours de négociations à plein temps ont été consacrés sur l'année 2009 dans le cadre des Nations Unies pour obtenir glorieusement fin novembre... Un texte de 174 pages, avec au total **2500 points de désaccords**. Cela illustre la difficulté dans laquelle on était.

Dès le mois d'août, nous nous sommes aperçu qu'il n'y aurait pas de nouveau protocole, qu'il était trop tard, que les Etats-Unis ne donneraient pas leur accord. **On s'est donc rabattu au piteux espoir qu'à la fin de Copenhague, on aurait une déclaration politique** et pas un texte de traité, et que si in fine les Etats-Unis donnaient leur accord à un nouveau traité, il faudrait finir tout ce travail de rédaction pendant l'année 2010, pour une adoption lors de la prochaine conférence fin 2010.

On s'est complètement trompés sur le scénario et sur la possibilité que les Etats-Unis acceptent un traité. L'affaire américaine a été compliquée par le fait que le passage au Congrès américain n'a pas pu être achevé pour Copenhague.

De nombreuses difficultés

Première difficulté : le premier débat a échoué, et il avait déjà échoué il y a deux ans à Bali, porte sur la **vision partagée**. Les climatologues recommandent de ne pas dépasser 2°C de réchauffement, si l'on veut être en mesure d'approvisionner en eau les zones tropicales et nourrir toute la planète. C'est une contrainte pour les pays industrialisés, et cela change aussi complètement le type de développement pour les pays en développement. Si on ne fait pas l'effort de décrire quel va être le type d'améliorations possibles des conditions de vie pour ces pays et leur population, c'est la porte du développement qui se ferme. Et donc cette **question de la vision partagée des objectifs de réduction à long terme n'a pas été possible**. Elle n'a pas été possible à Bali, elle n'a pas été possible non plus complètement à Copenhague, et c'est ce que disait Morgane Créach.

Deuxième difficulté : les pays émergents ont refusé d'avoir un mode de traitement différent de celui des pays en développement ce qui a fini par bloquer les choses.

Une avancée tout de même importante sur les financements

Concernant les résultats, j'aurais un point de vue un peu différent de ceux exprimés précédemment. Il s'est peut-être passé quelque chose d'important à Copenhague, c'est la question des financements. **C'est la première fois depuis la décolonisation que les Etats-Unis ont ouvert la porte à la possibilité d'une programmation du financement du développement.**

Sous deux formes différentes : le fait de mettre **10 milliards de dollars sur la table dans les trois années qui viennent** pour aider les pays les moins avancés à monter des projets et à faire des opérations pilotes. Et puis surtout pour la période après 2012, qui doit être la deuxième période d'engagement de Kyoto, l'idée de monter à **100 milliards de dollars par an en 2020 avec une montée linéaire et progressive entre 2013 et 2020**. Si l'on calcule globalement, cela représenterait **un flux global de l'ordre de 500 milliards de dollars entre maintenant et 2020**.

En revanche, cette annonce s'est faite au dernier moment, **nous ne pouvons donc pas préjuger de qui va payer**. Quels vont-êtré les doublons entre l'aide au développement actuelle et ce qu'il y aura comme nouvel apport ? Néanmoins, je tiens à ne pas renoncer à l'idée qu'il y a peut-être là un moyen de définir de nouvelles trajectoires de développement. 2010 dira si ces annonces se concrétisent ou se dégonflent. Si elles ne se dégonflent pas, c'est une nouveauté. C'est la concession, la seule, qui a été faite par les Etats-Unis dans la dernière phase.

Le basculement de la négociation climat vers une rivalité entre grandes puissances

Pour être tout à fait franc, je pensais le jeudi soir qu'un accord était possible. Si le lendemain de l'annonce des financements faite par Hilary Clinton (500 milliards de dollars sur 10 ans) Barack Obama nous avait donné son accord pour un nouveau traité l'année prochaine, je pense qu'on allait au succès. Je pensais que les résistances américaines étaient solubles dans la possible signature d'un accord. **Tout a basculé lors du discours d'Obama** : un discours très dur, qui a surpris tout le monde. Dur à l'égard de la Chine, très tournée vers son opinion publique interne. La Chine a été extrêmement offusquée par ce qu'elle a perçu comme étant une agression, se bloquant sur des questions de souveraineté nationale. On a alors basculé dans quelque chose qu'on n'attendait pas. Quelque part, **on a complètement quitté la négociation climat, on est rentré dans un débat politique de bloc à bloc**, Etats-Unis contre Chine, une rivalité des deux grandes puissances dominantes de la planète.

Une absence de leadership

Cette affaire là est extrêmement préoccupante : **il n'y a plus de leadership**. Les Etats-Unis ne peuvent pas l'avoir, ils ont dérapé et ils refusent le protocole de Kyoto ou un nouveau traité. **L'Union européenne, qui s'était montrée ambitieuse, a quelque part renoncé à son leadership. Elle n'a pas été capable dans les derniers jours d'annoncer qu'elle était son chiffre de**

réduction de ses émissions. Elle n'a pas dit non plus combien elle mettait d'argent sur la table pour le processus post 2012. Quant à la Chine, elle devient une puissance majeure mais en étant en permanence sur la réserve et obnubilée par ces questions de souveraineté.

Des pays industrialisés qui n'ont pas tenu leurs promesses

Le dérapage des pays industrialisés qui ne tiennent pas leurs engagements de réduction d'émissions a un effet absolument dévastateur. Si cela se poursuit, il sera impossible d'atteindre les objectifs. **La délinquance des uns légitime la délinquance des autres. A ce moment là, toute démarche collective par rapport à une trajectoire commune vole en éclat.**

Derrière cela se dessine le risque d'une perte de dynamisme dans nos sociétés. Comment expliquer l'échec de Copenhague aux collectivités locales qui luttent contre le changement climatique ? Le lien entre les pratiques territoriales et la négociation est bien plus fort qu'on ne l'imagine. Il peut y avoir un processus de politisation et de radicalisation d'un certain nombre d'acteurs.

Perspectives : une crise de confiance et une crise des Nations unies à résoudre

L'Assemblée n'a pas été capable d'adopter le texte pendant la dernière nuit, on a retenu des fautes de procédure dans une situation de cafouillage complet. Il va falloir reprendre le boulot en 2010. Ce qui s'est passé à Copenhague montre plus encore qu'auparavant la nécessité d'un traité parce que **tout ça n'est qu'une affaire de confiance.** Les pays n'agiront de façon ambitieuse contre le changement climatique qu'à condition d'avoir la certitude que les autres pays feront de même. S'il n'y a pas ce sentiment de confiance, ça ne marchera pas.

On a aussi **besoin d'un renforcement des Nations Unies** dont le système est totalement en crise. Les Etats ont été complètement obsédés par leurs intérêts propres, notamment la Chine et les Etats-Unis. Cette conférence de Copenhague marque dans l'ensemble du processus de la négociation climat une étape importante : le sujet ne peut pas être traité sans un énorme renforcement de la gouvernance internationale. On savait que cette question climatique était une question à solidarité obligatoire. Dans ce contexte, les outils dont on dispose dans le cadre des Nations Unies et l'absence de mandat que donne les Etats aux Nations Unies dans ce processus a été bien évidemment la cause de l'échec permanent. Tout le travail d'écriture a été un travail permanent de prise d'otage, chaque pays prenant dans les textes des options qui s'opposaient à celles des autres pays et chacun verrouillant le texte de cette façon là.

On est, à l'issue de Copenhague, dans une situation de crise. Il va falloir réellement réfléchir au sujet non pas seulement en des termes climatiques mais aussi en des termes politiques.

DÉBAT

Un observateur à Copenhague

L'échec de Copenhague représente une crise du multilatéralisme, un déni de démocratie, mais illustre également un grand manque de volonté politique, et ce de la part de tous les Etats. La négociation a duré deux ans, on a essayé d'avancer mais on n'a pas réussi.

Un groupe de pays veut tuer le protocole de Kyoto et ils ont pratiquement réussi. Les pays développés sont contraints par le protocole de Kyoto, et ils ne veulent plus l'être. Il faut évoquer le double discours des pays : la discours à l'intention de leur opinion publique diffère de leur position dans la négociation. Nos gouvernements ne représentent pas bien l'opinion publique. L'Union européenne notamment a laissé les autres pays parler.

D'autre part, le traitement des ONG a été très mauvais avec un déni de démocratie évident. Il y a même eu un déni de démocratie au niveau des chefs d'Etat avec un traitement différent entre le président des Etats-Unis et tous les autres. Les ONG doivent revendiquer leur droit de participation. Les ONG doivent pouvoir participer comme observateurs à toutes les discussions car cette affaire concernent tous les citoyens et pas seulement les chefs d'Etat. En tant que représentantes de la société civile, elles ne peuvent pas ne pas être présentes aux discussions.

Amy Dahan (CNRS)

Si on réfléchit politiquement à la situation, il faut prendre acte de ce qui s'est passé là-bas : une véritable transition géopolitique des forces dominantes du monde. Il était clair dès le départ que les Américains ne voulaient pas de traité et qu'ils avaient une préférence pour des politiques nationales avec des accords sectoriels éventuels.

Pierre Radanne dit « on s'est trompé », il faut s'interroger sur qui est ce « on » : Est-ce tous les négociateurs, les ONG ? Qui en réalité s'est trompé ? Car si on part à Mexico avec l'espoir d'un nouveau traité possible, il risque d'y avoir encore une énorme déception au terme de 2010. Moi je suis convaincue que les Américains ne veulent pas d'un traité du type de Kyoto ou avec une forme juridiquement contraignante. Il faut alors voir vers quoi on va pouvoir aller. Dans l'analyse politique, il faut absolument intégrer la montée de la société civile qui s'est exprimée de façon très forte. Il y a eu une certaine jonction au Klimaforum entre les ONG qui participaient et qui étaient parties prenantes du processus et celles qui étaient exclues du processus. Je trouve que ça reconfigure un peu le jeu des acteurs.

Michel Mousel (Association 4D)

Tout ce qui vient de nous être décrit, on le voit venir depuis un bout de temps. Il ne s'est pas passé grand-chose depuis les deux dernières années. On croyait que le changement de locataire au bureau ovale allait permettre un changement fondamental, or ça n'a pas été vraiment le cas. Il faut donc chercher plus loin les causes profondes de cet échec et ne surtout pas recommencer la même chose en 2010. Ce serait encore plus désespérant.

Trois idées essentielles :

- Nous avons eu raison de dire que le nœud de la question se situe dans les relations Nord/Sud et notamment dans les capacités des pays du Nord à aider les pays à entrer dans la lutte contre le changement climatique, et à renforcer leurs capacités de négociation. Cette idée là était peu partagée par les pays du Nord, y compris par les pays Européens.

Il est nécessaire de permettre que, du côté des pays du Sud, des puissances qui ne soient pas seulement du niveau étatique puissent s'exprimer dans la négociation. Ils doivent avoir un mode de représentation qui soit reconnu réellement face aux autres et que petit à petit, ils discutent de leur question de développement. Il faut donc modifier le type de fonctionnement actuel de la négociation, c'est indispensable.

- Etant donné les implications et les ramifications de la question du climat, on ne peut pas traiter la négociation climat en ne parlant que du climat. Il faut réinsérer les problèmes politiques mondiaux dans cette négociation sur le climat, et la question plus globale des rapports économique mondiaux. Il ne faut pas laisser les négociations tourner uniquement autour des questions environnementales.

- Au fond c'est le multilatéralisme lui-même qui est en cause : si les Etats-Unis ne veulent pas d'un système juridiquement contraignant, il y a un problème dès le départ. Si on admet qu'il ne peut pas y avoir de mécanisme juridiquement contraignant dans l'application des systèmes multilatéraux, on va tuer le multilatéralisme lui-même.

Nous sommes dans une situation où c'est même le contenu de la charte des Nations Unies qui est un petit peu en cause. Il y a un certain nombre de pays qui sont agressées par la politique de ceux qui bloquent la négociation. Il va donc falloir se poser la question de savoir s'il n'y a pas place pour une action de type juridique internationale, au nom de la justice internationale. Est-ce que ce ne serait pas le seul moyen pour faire bouger les choses au nom de la responsabilité des Etats au regard de la Charte des Nations Unies dont ils sont signataires ? Si on avançait là-dessus, je pense qu'il y aurait une ouverture extrêmement intéressante pour les ONG parce que ça leur donnerait un champ d'action autre que les appels systématiques qu'elles lancent en ayant l'impression que ce ne sont que des pétitions de principe.

Michel Rousselot (Association 4D)

On voit que les problèmes de développement sont tout à fait cruciaux dans cette grande ambition de maîtriser le climat. Pour poser la question de façon très terre à terre : est-ce qu'on connaît déjà, est-ce qu'on a une idée, une esquisse des voies et moyens du développement des pays du Sud, qui serait le développement « propre » par opposition à la tendance actuelle ? A-t-on quelque chose de concret à mettre sur la table ou est-ce qu'il s'agit seulement d'un vœux pieu, d'une simple orientation ?

Yves Cochet

Deux ou trois remarques méthodologiques sur la phraséologie onusienne, notamment par rapport à la Convention et au Protocole de Kyoto. Cela entretient la confusion, y compris dans nos propres esprits.

- Première confusion, ce sont les calculs en pourcentage : il faut faire -20% ou -30% ou même -50% en 2050. Chaque pays annonce ses propres objectifs mais cela ne correspond pas du tout au même type de pourcentage. Pour l'atmosphère, les pourcentages ne comptent pas. Ce sont les chiffres réels et les tonnes de CO2 émises qui comptent. Si un Français moyen émet environ 8 tonnes de CO2 par an, ce qui importe, c'est de savoir si on va réussir à réduire ce chiffre. Il en va de même pour la Chine, les Etats-Unis, l'Inde qui ne réfléchissent pas en pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre mais en pourcentage de réduction de la courbe des émissions dans le cas où aucune action ne serait prise. Une première chose serait donc de faire des traités basés sur des chiffres réels, des chiffres absolus. Ce serait beaucoup plus clair pour tout le monde, il y aurait des comparaisons possibles alors qu'elles ne le sont pas actuellement.

- Le vocabulaire onusien concernant le niveau de développement divise les pays en deux catégories : les « *developed* » et les « *developing* ». Ceci ramène à un imaginaire qui laisse croire que les pays développés ne veulent pas baisser leur développement et que les pays en développement nous rattraperont dans les décennies à venir. JAMAIS ! Jamais les pays du Sud n'atteindront le niveau de développement que nous avons atteint. Ce vocabulaire du développement que l'on trouve, même dans l'accord de Copenhague, est ridicule. Ce classement linéaire entre pays développés et pays en développement est un frein à

l'entendement. Les concepts sont une manière de voir le monde, et les concepts utilisés actuellement ne permettent pas d'arriver à un consensus.

- Ce qui était le plus scandaleux à Copenhague, c'est que tout ce qui était discussion technique, soit sur le protocole, soit sur la convention était public. Par contre, les négociations entre Chefs d'Etat et de gouvernement étaient fermées. On ne savait pas ce qu'il s'y passait, les plus folles rumeurs couraient dans tout le Bella Center. Donc ce qu'il faut exiger, c'est que plus les discussions deviennent politiques, plus elles soient publiques. La démocratie et la transparence sont un facteur efficace de succès et non pas le contraire.

Enfin sur l'idée de justice internationale, je suis aussi d'accord avec Michel Mousel car le fait de ne pas avoir de véritable accord à Copenhague, ne vous méprenez pas, ce sont des centaines de milliards d'euros perdus mais ce sont aussi des centaines de milliers de gens qui vont mourir. Il y a donc une responsabilité humaine. Nos dirigeants politiques ne pourraient-ils pas être jugés pour leur responsabilité au même titre qu'il y a des jugements pour les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre ?

Cédric Philibert

Trois choses positives doivent être soulignées dans l'Accord de Copenhague : le financement pour les pays les plus pauvres à la fois pour l'atténuation et l'adaptation.

Il s'est produit quelque chose de très important : le fait que des grands pays émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil adoptent unilatéralement des engagements sur leurs émissions. Contrairement à Yves Cochet, je pense que la forme de leurs engagements est tout à fait naturelle et adaptée à leur cas : un engagement en intensité indexé sur la croissance est tout à fait normal pour un pays en développement dont le rythme de croissance est fortement incertain. Il est absolument incapable, et ça nous concerne aussi, de s'engager sur un objectif en termes absolus, en termes de tonnes.

La difficulté d'un traité n'est pas seulement la question de la souveraineté très vive pour les très grands pays qui pensent qu'ils n'ont pas à se faire dicter leur conduite par la communauté internationale (USA et Chine). L'idée d'un traité qui fixe des objectifs contraignants à long terme, dont les gouvernements ont du mal à contrôler la mise en œuvre est une idée vouée à l'échec. La fixation même de ces objectifs résulte d'un choix largement arbitraire dans un océan d'incertitude : incertitude non pas sur la réalité du changement climatique, mais sur son rythme, son ampleur. La sensibilité climatique de la planète est évaluée dans un rapport de 1 à 3. Le lien qu'on fait entre 2°C et 450 ppm est un lien très lâche. On sait qu'il y a à peu près une chance sur deux, si on arrive à stabiliser la concentration de GES à 450 ppm, de ne pas dépasser 2°C. Le lien même entre les trajectoires d'émissions et les concentrations n'est pas connu avec certitude. Du côté de la réduction des émissions, il y a une grosse incertitude sur la croissance économique, sur les prix relatifs des énergies, sur l'efficacité des progrès qui vont être entrepris en matière d'économie d'énergie et de développement des techniques alternatives. On ne sait pas ce que ça coûtera et ce qui sera effectivement disponible. Dans ces conditions, c'est extraordinairement difficile de dire qu'il faut faire -50% en 2050. Je défie quiconque de me démontrer qu'il faut faire -50 et pas -40 ou -60. Pour le climat, le moins d'émissions c'est le mieux, mais si on ne décide pas tout de suite d'arriver à 0% en 40 ans et pourquoi pas en 10 ans c'est bien parce que l'on sait qu'on a besoin d'énergie pour le développement, pour nourrir les gens : l'absence d'énergie, c'est un problème et les gens hésitent à s'engager de façon ferme sur ce qu'ils vont pouvoir faire et quand.

A partir de là, on peut certainement espérer qu'une fois qu'Obama aura passé sa loi, il aura une position sans doute plus ouverte à l'égard d'une négociation internationale. On peut constater qu'aujourd'hui un certain nombre de pays s'engagent fortement dans des politiques d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables. On peut penser qu'ils vont réduire leurs émissions, et ceci certainement relativement à la croissance pour les pays en développement, et, probablement sous condition de coût pour les USA (et peut être pour l'ensemble des pays industriels).

Au fond, l'absence d'un accord international, c'est gênant pour une technologie : la capture et le stockage du CO₂, qui n'a pas d'autre moteur. Mais les politiques de fourniture d'énergie, de renouvelables, d'économie d'énergie ont d'autres moteurs, et c'est pour ça qu'on les voit se développer actuellement dans tous les pays. Il y a une course, en tous cas sur les renouvelables et sur l'idée que ce sont les techniques de demain et qu'il ne faut pas être les derniers. C'est donc un côté positif. Et pour les écologistes qui contestent sans cesse l'idée qu'on aura besoin de la capture et du stockage du CO₂, ils ne devraient donc pas s'épouvanter de l'absence d'un accord.

Denis Baupin, Mairie de Paris

Trois réflexions.

- C'est la première fois dans une négociation internationale que le facteur temps est un facteur aussi important. D'habitude, quand on négocie des accords de l'OMC ou des traités, si on ne réussit pas une conférence internationale, on attend la suivante, le round suivant. Et finalement, un jour ou l'autre, on aboutit ou pas. De fait, le rythme des négociations habituelles n'est pas tellement pressuré. Sur le climat, plus le temps passe plus la situation s'aggrave. Cet élément doit être inséré dans la négociation, car les négociateurs sont habitués à un déroulement classique, ne sont pas particulièrement écologistes, et agissent selon des modes de négociation classiques type « je t'échange le sel contre le poivre ». C'est d'ailleurs ce qui se passe entre les USA et la Chine, le rapport de force est économique : comment j'évite de me retrouver avec des contraintes supplémentaires par rapport à celui que j'estime être mon principal concurrent ? C'est un rapport de force où on est dans de l'échange. Ces deux éléments là sur les négociations, en plus des difficultés du contexte, aggravent la capacité à pouvoir aboutir.

- L'aspect positif, c'est l'émergence d'une mobilisation citoyenne des ONG, des collectivités locales qu'on n'avait jamais connue sur ces questions climatiques. Evidemment, l'échec des Etats ne peut pas être compensé simplement par la mobilisation, mais il y a un espace aujourd'hui pour que ça puisse se mettre en place, y compris les convergences dans le milieu ONG, entre des gens qui étaient jusque là dans leur domaine et qui ont pu se retrouver, que ce soient les altermondialistes, les environnementalistes, ceux qui travaillent pour la solidarité Nord-Sud. Il y a une convergence aujourd'hui bien plus forte qu'il n'y en a jamais eu.

Du côté des collectivités locales, il y a aussi une mobilisation assez importante, des engagements pris par les collectivités avec, il ne faut pas se cacher les choses, en même temps de l'effet d'affichage dans les annonces qui sont faites par les collectivités dont on ne sait pas vraiment ce qu'il y a derrière en termes de capacité à mettre en œuvre et à mesurer, évaluer les actions etc. Donc cette mobilisation montre une prise de conscience et, en même temps, on manque d'éléments pour être vraiment sûr que ça va entraîner des choses significatives. De toute façon, il ne faut pas se leurrer non plus. On a répété partout, nous les collectivités, que la moitié de la planète vit en ville, que c'est le cas des ¾ des habitants de l'Europe et que les villes sont responsables de 70 à 80% des émissions de gaz à effet de serre, et c'est vrai. Mais sans décision de la part des Etats, sur la fiscalité et la législation, on n'est pas capable, nous collectivités, de faire cette réduction à nous tout seuls. Mais en même temps, il y a une capacité de pression, vu qu'on est dans un jeu politique, de dire que là où les Etats sont défaillants, nous les collectivités on prend le relais donc on leur met un peu la pression. La question écologique et du dérèglement climatique va clairement être sur la table aux Régionales.

Enfin dernière réflexion sur l'Europe. On a dit qu'elle a été en dessous de tout dans cette négociation. Je voudrais ajouter quelque chose : on a l'air de penser que la prochaine échéance c'est Bonn dans 6 mois ou Mexico dans un an, or, il y en a une au 31 janvier. Si on en croit la déclaration, au moins signée par l'UE, les Etats sont censés remettre leurs propositions en matière de réduction. Il y a donc une pression à organiser pour que l'Europe mette 30 et pas 20. Le Conseil européen de l'environnement d'aujourd'hui n'a pas débouché là-dessus. Mais le Parlement était relativement offensif sur le degré de réduction. Il y a peut être une action à mener dès le retour des vacances pour que l'UE passe à un autre cliquet.

Marie Chéron

On voit bien qu'on est sur une question beaucoup plus large que celle du climat. On est sur une question de politique, sur la question du développement. On entend les termes « transition », « changement ». Je voudrais revenir sur la question de M. Rousselot : a-t-on sur la table des esquisses concrètes pour des modes de développement alternatif, sobres en carbone ? Evidemment il y a des expériences qui existent, mais à un niveau macro et quand on est dans les négociations, que peut on apporter comme éléments de réponse ?

Réponse de Pierre Radanne

Ce qui est frappant dans le processus des négociations, c'est qu'en fait les pays, les blocs de négociation, ne font aucun effort d'objectivation de la négociation. C'est une discussion de maquignons où chacun arrive avec ses chiffres fagotés de façon différente du pays d'à côté et il n'y a pas un processus sérieux, forcément pluriannuel forcément lent, d'analyse des marges de manœuvre et des marges de progression de chacun. Bien évidemment, dans une négociation on ne peut « toper » avec l'autre que si on comprend ce qui est acceptable par l'autre et ce qui est impossible pour l'autre. Ce travail là n'est pas fait.

Mettons nous à rêver : les pays décident cette fois-ci de prendre sérieusement le sujet. Ils ont suffisamment d'universités dans tous les pays du monde pour leur demander d'essayer de regarder chacune avec la subjectivité, avec la vision de leur pays ce qu'il est possible de faire, quelles sont les marges de manœuvre et à partir de ça les scénarios, les trajectoires que l'on pourrait construire. Ce travail là n'a jamais été fait dans les négociations internationales. Il a été fait une seule fois avant Kyoto à l'intérieur de l'Union Européenne. La commissaire hollandaise avant Kyoto avait demandé à une université de regarder quelles étaient les trajectoires possibles des pays Européens. Elle avait mis sur la table de la négociation des Etats membres une estimation à peu près sincère autant qu'on peut l'être de ce que pouvait faire chacun en fonction de son système électrique, en fonction des écarts de température entre le nord et le sud de l'Europe, en fonction de la répartition des secteurs industriels etc. Il y avait cet effort de décrassage.

Pour donner un exemple, 57% de la consommation énergétique en Afrique c'est le bois de feu. C'est 20 km de marche pour les femmes par jour pour aller chercher du bois, avec des émissions de GES et une déforestation des territoires, et que ça c'est totalement soluble par un équipement d'appareil de cuisson pour le moins modeste et qui ne fait pas appel à des technologies pour le moins sophistiquées. Le travail d'analyse de « *quelle est la manière de faire ça, combien ça coûte, combien ça réduit les émissions ?* », ce travail là n'est pas fait. Tant que la négociation ne va pas sur des objets précis, sérieux, bien identifiés, elle devient d'autant plus subjective, violente et bloquée. Et on est à ce stade relativement pitoyable d'entrée dans la négociation où tout le monde considère que le voisin est menteur et la négociation se bloque.

Deux remarques additionnelles. La première, c'est Ban Ki Moon qui le disait à la fin : c'est la première fois qu'il y a une négociation internationale avec 130 chefs d'Etat et gouvernements (même si dans le carré final il n'y en a eu que 30) qui doivent rédiger eux mêmes un texte, se confrontant eux-mêmes à la difficulté du sujet. JM. Barroso disant en sortant « *je n'ai jamais vu d'affrontement aussi violent* ». Je pense que c'est bien que les chefs d'Etat fassent l'expérience de la difficulté. Ils croyaient qu'ils allaient venir parapher un papier déjà rédigé, qu'il s'agissait d'une cérémonie protocolaire ; ils se sont retrouvés à écrire un texte sur lequel ils étaient en désaccord. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est l'inverse de ce à quoi on aspire, c'est que, dans les affaires humaines, plus un sujet est important plus il devient conflictuel. Le passage par l'expérience du conflit et de la difficulté est nécessaire pour que chacun tire la motivation de ne pas en rester là, de faire des concessions pour avancer et ne pas rester sérieusement bloqués.

Sur la question du traité : ce n'est pas un problème d'esthétique d'essayer de contourner un

pays qui coince. On a deux difficultés.

La première ce n'est pas l'absence de traité, mais le fait que les deux tiers des pays signataires du protocole de Kyoto n'ont pas tenu parole. Il faut aboutir à un système dans lequel un pays qui signe quelque chose le fait. Si on n'est pas dans ce monde là on n'ira nulle part.

Le deuxième point, qui me semble au moins aussi important que le premier, c'est qu'il faut sur cette affaire là que la négociation internationale ne se sépare pas, ne se coupe pas des processus démocratiques nationaux et territoriaux. L'échec, ce n'est pas l'absence de traité, ça à la limite ce n'est rien. L'échec, c'est un bon traité appliqué non appliqué ! Le problème, c'est la pratique, ce n'est pas le traité. Si on a des papiers qui sont adoptés au niveau international mais qui ne sont pris en compte par personne... Il faut absolument qu'un travail international débouche sur une saisine des parlements nationaux. Qu'est-ce qui permet que l'ensemble des parlements nationaux se mettent à travailler sur le sujet ? Un traité. Ce n'est pas une affaire d'esthétique ; la question est la suivante : « Est-ce que les processus démocratiques sont indispensables ou pas sur ce sujet ? ». La moitié des émissions de gaz à effet de serre proviennent de chacun de nous dans notre vie privée (chauffage, alimentation, déplacements, consommation etc.). Cela veut dire que la résolution de la question climat est absolument corrélée aux processus démocratiques, ne serait-ce que par la finesse de la répartition de ces émissions. Donc il faut trouver et renforcer les systèmes qui font vivre les processus démocratiques. Denis Baupin l'a dit sur le plan local. Bien évidemment, il faut que tout ça soit connecté directement de façon descendante à partir des traités internationaux, sinon ça ne marchera pas.

Réponse de Morgane Créach

Bien sûr que cette négociation dépasse le sujet du climat. D'ailleurs, si ça ne concernait que le climat, je pense qu'on aurait pu avoir un accord assez facilement : quand on regarde ce qu'il s'est passé dans le cadre du protocole de Montréal avec le problème du trou dans la couche d'ozone, c'était quelque chose de très concentré, il n'y a pas eu trop de difficulté pour se mettre d'accord sur un traité comme ça. Le climat, ça touche à tout : ça touche aux transports, à l'énergie, à nos modes de production, à nos modes de consommation, donc forcément la tâche est plus difficile. Et on voit très bien que, sans remettre en cause le système économique dans lequel on est actuellement, on ne pourra pas lutter efficacement contre le problème du changement climatique.

Pour répondre à la provocation de Cédric Philibert sur le captage et le stockage du carbone : réduire la question du climat à une simple question d'énergie, c'est vraiment un point de vue d'énergéticien. La négociation sur le changement climatique dépasse le problème de l'énergie. On attendait à Copenhague une solidarité internationale des plus riches pour les plus pauvres, notamment parce qu'en ce moment il y a des gens qui souffrent des impacts du changement climatique. La négociation, ce n'est pas juste une question sur l'introduction du captage du carbone. C'est vraiment réducteur et même un peu blasphématoire envers les pays les plus pauvres qui attendaient autre chose que ce point de détail de la négociation.

Un dernier point un peu plus technique : sur ces 30 milliards qui ont été actés, il va falloir être très prudent parce que cette annonce a été surévaluée. Comme je le disais, on ne sait toujours pas si ça va être de l'aide publique au développement recyclée. On ne sait pas si ça va aller à l'adaptation ou seulement à la réduction des émissions. Il n'y a pas de processus de mise en œuvre de ces financements précoces, on n'en sait rien ! Donc bien sûr qu'il va falloir s'en servir de cette promesse qui a été faite pour voir des projets concrets émerger sur le terrain et faire en sorte que les pays les plus pauvres en profitent. Mais restons prudent, car c'est ce qu'on a appelé une grande opération de *greenwashing*. Ce n'est pas un succès, c'est des miettes. Il ne faut pas se leurrer quoique les chefs d'Etat en aient dit. Ces financements pour l'instant ne sont pas assurés, ce sont des promesses et on ne sait pas trop à quoi ils vont servir, comment ils vont fonctionner. Et surtout on attendait plus que 30 milliards de dollars : on attendait au minimum cent milliards d'euros par an en financements publics, donc je ne pense pas qu'il faille s'en réjouir plus que ça.

Réponse d'Anne Chetaille

Sur la question des pistes d'un développement sobre en carbone dans les pays en développement, il faut faire la différence entre pays émergents et pays les moins avancés car les situations sont très différentes. Il ne faut pas réinventer la roue et partir de zéro : dans les pays du Sud, il existe des politiques sectorielles au niveau de l'agriculture, au niveau de l'énergie, de la gestion des déchets, de l'aménagement du territoire, etc. Il est important de travailler aussi pour que ces politiques sectorielles intègrent davantage les enjeux climatiques. Ca suppose des collaborations avec la recherche, du Nord comme du Sud, aussi avec les collectivités locales au Nord et au Sud et les ONG du Nord et du Sud. Il s'agit bien encore une fois sur des questions Nord/Sud. Il faut fonder ce travail sur ces collaborations entre les acteurs qui travaillent sur ces sujets partout dans le monde. Encore une fois, c'est la mobilisation collective pour 2010 et les années futures qui est en jeu.

Marie Chéron

Nous n'avons pas intérêt à ce que la négociation se coupe de ce qui se fait concrètement sur le terrain car c'est là que s'opère le changement, c'est par les pratiques des acteurs. Jeanne, peux-tu revenir un peu sur la campagne du CRID, les messages clés qui étaient les vôtres, et nous faire un retour sur la mobilisation pour la conférence. Elle a été massive : 47 000 personnes inscrites pour participer à la conférence, une manifestation qui a rassemblé plus de 50 000 personnes le samedi 12 décembre. Qu'est ce qu'on peut en penser, quel bilan en tirer, même si les ONG se sont vu restreindre leur droit d'accès au centre de conférence ?

Jeanne Planche, Chargée de projet au CRID

Je vais effectivement sortir un peu du cadre du Bella Center et des négociations pour évoquer quelques pistes de bilan et surtout de perspectives par rapport à cette mobilisation citoyenne.

Présentation du CRID et de son action à Copenhague :

Je travaille au CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement) : c'est un collectif qui regroupe **54 associations de solidarité internationale**, et j'anime notamment un réseau qui s'appelle « Une seule planète » qui est en train de se mettre en place dans le but de promouvoir une gestion durable et équitable des ressources naturelles. Parmi les membres du CRID, il y avait **11 organisations représentées à Copenhague**. Certaines qui travaillent depuis longtemps sur ces questions, comme 4D, Les Amis de la Terre ou Greenpeace, et d'autres pour lesquelles c'est moins évident dans leurs actions, comme la Cimade, Oxfam, le CCFD, l'AITEC, le Mouvement de la paix. La plupart étaient investies dans l'une ou l'autre, voire les deux grandes coalitions de mobilisation française (Ultimatum climatique d'une part et Urgence climatique-Justice sociale d'autre part). A Copenhague, plusieurs thématiques étaient portées par ces différents membres du CRID, que ce soit au niveau du suivi des négociations dans le Bella Center ou que ce soit dans les débats au niveau du Forum alternatif, le Klimaforum organisé en parallèle. Bien sûr ont été posées les questions de financement, de responsabilité du Nord, les questions plus spécifiques comme celle des déplacés environnementaux, le rôle des collectivités territoriales, la question des forêts etc. Mais l'idée c'était aussi, et notamment à travers le réseau « Une seule planète », de porter des enjeux plus globaux sur le fait que le réchauffement questionne le système dans lequel on vit : au-delà des approches en termes d'atténuation et d'adaptation, il faut se questionner, comme l'a dit Morgane, sur des changements en termes de modes de production et de modes de consommation.

Une mobilisation réussie

A partir de là, quelles pistes peut-on tirer de cette expérience de mobilisation et quelles perspectives pour la suite ?

D'abord, on peut constater que l'échec des négociations, notamment à travers les médias, a tendance à occulter le succès d'une mobilisation qui était réussie, peut-être aussi le début d'une prise de conscience citoyenne sur ces enjeux du climat, voire pour certains et les plus optimistes d'entre nous l'émergence d'un nouveau mouvement citoyen qui met en perspective une articulation entre les enjeux sociaux, environnementaux etc. Le diaporama qui tourne vous montre les différents lieux de mobilisation, que ce soit à travers la pression organisée au sein du Bella Center, que ce soit dans le Klimaforum avec les débats ou bien sûr lors de la **manifestation du 12 décembre qui a réuni entre 50 000 et 100 000 personnes** qui a été un réel succès.

Un succès du nombre mais aussi un succès par le dynamisme de cette manifestation, par l'enthousiasme et la détermination des manifestants, et cela malgré, il faut le rappeler, une forte répression policière, notamment par des arrestations préventives au mépris des droits des manifestants. Les Amis de la Terre ont publié un dernier communiqué il y a deux jours qui affirme que la seule réussite de Copenhague aura été la réunion de ces 100 000 citoyens qui se sont mobilisés pour réclamer des actions urgentes et fortes. C'est une première sur ces enjeux là. C'est un succès aussi par la diversité des participants : ces 100 000 personnes c'est une **convergence entre plus de 500 organisations qui représentaient plus de 70 pays**, c'est une rencontre entre des organisations sociales, environnementales mais au-delà une **diversité d'acteurs**, puisque ont participé des organisations de solidarité internationale, de femmes, des mouvements paysans, des mouvements de paix, des groupes altermondialistes, des syndicats, des représentants de peuples indigènes. La mobilisation de Copenhague, c'est aussi un succès pour ça. Et c'est une prise de conscience de l'ensemble des organisations qui n'étaient pas toutes forcément sensibilisées à ces questions là, **cela dépasse le cadre habituel des organisations environnementalistes**.

Les perspectives pour la suite

Maintenant, vu le fiasco des négociations et l'incapacité des gouvernements à entendre leur société, l'enjeu et notre responsabilité en tant qu'organisations de la société civile, c'est de faire en sorte d'**entretenir cette mobilisation et d'élargir la sensibilisation de l'opinion publique** à ces enjeux climatiques.

On doit se questionner et il faut relever **deux défis essentiels** par rapport à nos stratégies en tant qu'ONG par rapport aux échéances qui viennent.

1 Tout d'abord, c'est le fait qu'à partir du moment où les ONG ont été exclues des négociations, il y avait beaucoup moins de marges de manœuvre et, de fait, elles n'ont pas été entendues et l'expertise qu'elles produisent depuis des années n'a pas été prise en compte. **Ce qu'il faut renforcer pour la suite c'est la complémentarité des modes d'action de nos organisations.** Il faut bien sûr demander plus de transparence, une participation des ONG dans les différents cadres de négociation. Mais il faut aussi construire ce mouvement citoyen, des mobilisations citoyennes et une sensibilisation de l'opinion publique qui reste relativement faible. Cette construction c'est aussi se garantir un espace d'expression médiatique face, par exemple, au blocage de l'accès à la négociation elle-même. Donc l'expertise de la société civile par rapport à ces enjeux est aujourd'hui posée, elle est reconnue même si elle n'a pas été réellement entendue dans le résultat final. Mais dans les mois qui viennent, et pour la suite de ces négociations, l'enjeu se trouve au niveau de la mobilisation et de la sensibilisation des citoyens car ce qu'il manque c'est une volonté politique, c'est donc ce renforcement qui à moyen terme fera bouger les gouvernements.

2 Il faut parvenir à **dépasser la technicisation des débats**. On a parlé des enjeux autour des chiffres, je pense que ce n'est pas là qu'on va pouvoir gagner. Le problème, c'est que cette technicisation renforce et conforte un **morcellement des discussions** alors que, on l'a dit, au-delà des enjeux du climat en tant que tels, ce sont des enjeux globaux en termes de réduction des inégalités, du développement, des rapports économiques mondiaux qui se posent. Il faut, à mon avis, avancer sur un projet de société plus ambitieux, porter des propositions concrètes pour une transition vers d'autres modèles de développement qui permettent d'articuler les enjeux sociaux et environnementaux à différentes échelles. Face à

l'incapacité des gouvernements de se mettre d'accord, les organisations de la société civile ont des propositions. Elles sont aujourd'hui en capacité de les approfondir, de créer des convergences, de les porter à différents niveaux de la décision publique (du local à l'international). C'est aussi au-delà des enjeux immédiats de la négociation de Copenhague ce que reflétaient les espoirs des manifestants. Il faut entretenir la mobilisation et ne pas baisser les bras face au constat d'échec.

Denis Loyer (AFD)

Deux questions.

- Dans la première plénière de Copenhague, un pays du Sud a demandé de passer au vote au lieu de rester au consensus, ce qui avait choqué ceux qui considéraient que c'était inutile. Et c'est exactement la question qui s'est posée dans la dernière nuit car le cœur du débat était la question du consensus sur cet accord. J'aimerais connaître votre avis.

-Par rapport à ce qu'a dit Pierre : « on part des 2°C et on s'engage sur une réduction de moitié en 2050 dans une logique de résultat ». J'ai l'impression que l'accord est plutôt dans une logique de moyens, c'est-à-dire qu'on va avoir une agrégation de ce que chaque pays dira au niveau national, voir au niveau infra, ce qui est une logique assez différente de celle prise jusque-là. Pensez-vous qu'il faudrait commencer à travailler sur ces deux voies ? N'y a-t-il pas une voie un peu américaine d'une certaine manière ?

Il y a aussi eu des choses positives : beaucoup de pays ont continué à avancer même en pleine crise. Même pendant la nuit, les pays qui bloquaient contre l'accord de Copenhague continuaient à négocier des appuis sur leurs plans climat, sur des projets de protection des forêts, d'énergies renouvelables, sur le Captage et le stockage de carbone. Les pays avancent même si ça bloque.

Pour terminer : même si ce n'était pas forcément volontaire et prévu, à la fin il y avait plusieurs ONG françaises qui étaient badgées France. C'est une avancée importante et que dans la suite les ONG devraient faire partie de la délégation française.

Réponse de Morgane Créach

Je faisais partie de ces ONG badgées France : nous étions deux. C'est expressément le ministre d'Etat M. Borloo qui a accepté de nous donner ces badges, sinon nous étions dehors comme la majorité des ONG, auxquelles seulement 50 places étaient accordées pour le jeudi et vendredi, alors que plus de 22 000 représentants de la société civile étaient accrédités.

Sur l'agrégation de ce que les pays vont faire, oui, c'est l'approche américaine qui a gagné : chacun va mettre un petit peu ce qu'il a prévu chez lui en termes de plan national de réduction d'émissions et on verra bien au bout du compte ce que ça donnera. Les ONG restent quand même sur leur approche principale : basons nous sur les données scientifiques et sur ce qu'elles préconisent, c'est-à-dire une réduction de minimum 40% des émissions des pays industrialisés pour 2020, et après on se répartit entre pays industrialisés ce qu'il y a à faire. On n'est pas pour savoir ce qui est acceptable par tel ou tel pays mais pour savoir ce que doit faire tel ou tel pays pour éviter un changement climatique catastrophique.

Si plein de pays continuent d'avancer, heureusement et tant mieux pour remédier un peu à la carence de nos chefs d'Etat. Mais il nous faut une véritable révolution et on ne peut pas se permettre des petits pas, surtout que le temps n'est pas avec nous. Si on avait encore 15 ans devant nous pour que tout ça mûrisse tant mieux, mais ce n'est pas le cas. C'est pour ça que Copenhague était important et que Mexico l'est tout autant.

Réponse de Pierre Radanne

Je vais répondre sur la question du vote.

On est en plein paradoxe. Le fait que dans le débat des Nations Unies il faille l'unanimité fait que ça donne un pouvoir astronomique au pays qui se met en situation de blocage et que

les autres pays, pour obtenir son accord, sont obligés parfois de faire des concessions absolument énormes pour un pays qui fait un blocage qui peut parfois être de totale mauvaise foi. En même temps, on a eu le problème avec les Etats-Unis qui n'étaient pas signataire du Protocole de Kyoto. On voit bien que, sur un sujet global et unique qui demande la solidarité de tous les pays, si un grand pays vient à manquer, c'est tout le processus qui se met à fuir. Donc on a un double problème : on est obligé d'avoir tout le monde pour avancer et ne pas se laisser bloquer par des positions minoritaires.

Là on revient sur la question de l'évolution du droit de l'ONU. Faisons le parallèle avec l'Union Européenne : dans l'UE, parce qu'on a choisi la construction européenne, on peut très bien voter contre une directive et se la voir appliquer, et même on peut être condamné pour la non application d'une directive européenne pour laquelle un pays européen était contre. A ce moment là, ça veut dire la construction d'un droit supranational. Simplement, dans le système des Nations Unies, il n'y a rien qui ressemble à ça. A savoir que l'adhésion à un traité est un acte libre et souverain de chaque Etat, et que chaque Etat peut sortir d'un traité le jour où il le veut. Vous voyez bien la fragilité à ce moment là du dispositif.

Mon hypothèse historique, c'est que la question du changement climatique va restructurer l'ensemble des relations internationales car on ne peut pas régler le problème sans cela. Bien évidemment, la mue des relations internationales va se faire de façon extrêmement difficile, elle va se rythmer année après année par des situations difficiles qu'il va falloir petit à petit dénouer.

Maxime Combes, Urgence climatique justice sociale

Je suis un des animateurs du collectif Urgence climatique Justice sociale, et au titre d'une association qui s'appelle l'AITEC, membre d'Attac et du CRID donc en lien avec les organisations de solidarité internationale et les mouvements sociaux. Deux points.

- On est rentré dans Copenhague avec l'ONU et on en est sorti avec les G20. C'est décisif, et à ce titre là il y aura bien un avant et un après Copenhague.

On a parlé de la question des financements : dire que cet accord est intéressant car il permet des financements à court terme de 30 milliards pour 2020, c'est oublier que des engagements de ce type du G20 ou du G8 n'ont jamais été suivi d'effet. Ca a été le cas en 2005 à Gleneagles où le G8 s'est engagé sur des financements de l'aide au développement ambitieux : on attend encore que les fonds soient fournis. Ca a été le cas sur le fond Sida, qui n'a jamais été réellement abondé selon les engagements pris par les pays du Nord. On peut effectivement espérer qu'il en soit différemment après Copenhague, mais l'expérience nous fait penser qu'il y a peu de chance que ça se réalise, étant donné que cet accord ne précise aucune modalité et qu'il n'est pas du tout à la hauteur des enjeux.

Au titre du collectif Urgence climatique-Justice sociale, nous n'avons jamais accepté de dissocier les enjeux climatiques des enjeux géopolitiques et socioéconomiques, car, effectivement, derrière cela est posée la question du modèle de société que nous voulons construire au 21^{ème} siècle. Cela a des implications multiples, et si le capitalisme a ses propres réponses face aux crises, nous devons les combattre. Sur ce point, je pense qu'il ne faut donner aucun crédit aux engagements pris par ce G20 ou G27 élargi et qu'il faut arriver à dépasser aujourd'hui les limites de la pression qu'ont pu porter les mouvements sociaux et les ONG. On voit bien à travers l'arrivée de la « realgéopolitique » en fin de négociation qu'il ne suffit pas d'avoir la science avec nous et des bonnes propositions, justes, portées et répondant aux enjeux climatiques pour obtenir des accords à la hauteur des enjeux.

-Nous devons tous nous interroger sur ce qu'implique cet échec en termes stratégiques pour peser dans les négociations. A ce titre, il ne suffit pas de faire du lobbying interne et de d'interpeller la population à travers les mass media, nous devons être en mesure de travailler à des convergences de l'ensemble des mouvements pour créer un rapport de force mondial, européen, national et local en vue d'obtenir les solutions. Il ne suffit pas d'attendre que des pays se mettent d'accord autour d'une table, qui plus est lorsqu'ils rentrent dans une négociation de type G20 dont on sait que les déclarations ne sont jamais suivies d'effet. Pour

l'instant, ce qu'on a vécu, notamment en France, c'est la juxtaposition des mouvements. On a eu deux coalitions : l'Ultimatum climatique, principalement portée par des ONG, et Urgence climatique Justice sociale, principalement portée par des mouvements sociaux. D'après moi c'est un problème. Le bilan que l'on tire de Copenhague, et c'est le deuxième élément qui nous fait dire qu'il y aura bien un *avant* et un *après* Copenhague, c'est que Copenhague marque l'arrivée massive des mouvements sociaux dans la bataille climatique. C'est décisif pour nous tous si nous voulons obtenir ce que nous voulons. Il faut qu'on arrive à dépasser, pas pour les renier, mais pour arriver à travailler ensemble, les oppositions et les divergences. Cela a été possible dans le mouvement altermondialiste : il y a eu une alliance stratégique entre des mouvements de solidarité internationale, des mouvements sociaux, des mouvements pour l'annulation de la dette. L'enjeu que nous avons devant nous si nous voulons réellement construire un mouvement citoyen pour la justice climatique au niveau international, c'est de construire cette alliance stratégique au-delà de nos divergences pour réellement peser et construire des rapports de force qui permettent d'obtenir les solutions que nous préconisons. Sans ces rapports de force nous n'y arriverons pas.

Dernier élément : le Klimaforum, le sommet alternatif, a abouti sur une déclaration qui a plein de défauts mais une véritable qualité : elle a été construite par les mouvements et ONG, qui s'appelle « Changeons le système, pas le climat ! », sur laquelle on peut essayer de construire derrière des mobilisations à l'échelle internationale et nationale.

J'aspire à une chose : travailler, mouvements sociaux et ONG, ensemble, pour construire ces rapports de force. Ce n'est pas le cas pour l'instant. Le 5 décembre à Paris, on a eu une juxtaposition tout à fait regrettable, puisqu'on n'a pas pu mêler la flashmob de l'Ultimatum climatique et les interpellations de la caravane Du Commerce au Climat qui venait du sommet de l'OMC et qui allait à Copenhague, portée et reçue par la coalition UCJS. Il faudrait qu'on arrive à dépasser cela pour réellement construire ce rapport de force, car avec seulement du lobbying et des bonnes propositions, quand on se retrouve tout seul face aux décideurs, on voit bien que ça ne marche pas. Le collectif UCJS réuni le 21 décembre a fait une proposition de rencontre nationale le 6 février pour discuter des suites de la construction de ce mouvement planétaire et national pour la justice climatique.

Jérôme Farges (Association Les Petits Débrouillards)

J'étais à Copenhague pour participer aux différentes mobilisations citoyennes sur place.

Par rapport au Klimaforum : il y avait 40 000 programmes imprimés, ils étaient en rupture de stock au bout de 10 jours, c'est pour vous dire un peu le passage qu'il y a eu. La déclaration du Klimaforum a été signée par 300 organisations en 2 jours, pour vous dire la préparation et le suivi sur place. Ce que n'a pas dit Maxime, c'est qu'elle a été transmise à certains responsables de l'ONU et qu'elle va être reprise comme un document officiel et être traduite dans les 6 langues officielles de l'ONU. Ce que les gouvernants n'ont pas réussi à faire en 15 jours de négociation, la société civile a réussi à le produire et le transmettre. Après, il faudrait que les gouvernements s'appuient dessus pour qu'on passe à une phase plus constructive.

Ce qu'il s'est passé également pendant ce Klimaforum, ce sont des conférences au sujet et à la fréquentation variés. Chacun faisait avancer des alternatives et beaucoup de personnes venaient se former et approfondir un sujet. C'était un lieu extrêmement intéressant, un vrai forum social mondial sur le thème du climat et qui déclinait sur la solidarité, le système économique, l'agriculture etc. C'est absolument ce type de rassemblements que la société civile devrait suivre.

Une dernière réflexion par rapport à ce qu'on a pu voir dans la ville de Copenhague et sur les choix du gouvernement danois.

Tout d'abord sur le verdissement de la ville de Copenhague : des publicités géantes dispersées partout dans la ville qui mettaient en avant les solutions alternatives des grandes marques qui ne font en fait que du marketing. Un exemple : l'extinction des lumières de la ville a été décidé, et la seule chose qui est restée allumée, c'est le globe lumineux géant de Siemens en plein milieu de la ville. Pour vous montrer un peu le décalage entre les

déclarations et les actes des multinationales...

Deuxième chose : au Muséum d'Histoire naturelle, il y avait une exposition sur le climat. Une première partie concernait les faits avec une approche scientifique et pédagogique très bien faite mais qui était complètement déserte. Une deuxième partie présentait les solutions, solutions uniquement apportées par des multinationales, comme le captage du CO2 ou le développement du nucléaire, et par la ville de Copenhague qui mettait en avant le réaménagement « développement durable » d'un quartier, qui était très bien sur le papier, mais qui, pour la petite histoire, est le quartier qui a accueilli la prison pour les activistes climatiques, emprisonnés parce que le gouvernement danois a voté un mois avant une loi et l'a mise en application qui a permis d'arrêter 1500 manifestants, dont 90 ont été inculpés par les Danois. C'est pour vous dire que le gouvernement danois arrive à la fois à financer le Klimaforum et à la fois il met en application des règles qui, si elles sont étendues à l'échelle des systèmes démocratiques, mettent en péril la démocratie. Il y a quelque chose à surveiller entre la convergence des mouvements sociaux qui va permettre de sortir de ça par le haut et la crispation des gouvernements conservateurs et des multinationales qui sont uniquement à la recherche du profit qui vont nous créer un monde dévastateur. C'est à nous de choisir.

Jean Claude Andreini

Je préside une association de 3000 éco-entreprises en France. Deux réflexions.

- J'entends la volonté farouche de distinguer l'aide publique au développement d'une aide pour lutter contre les conséquences du changement climatique. Ce ne serait pas forcément une mauvaise idée que cet argent soit géré par les mêmes structures, car les projets sont de même nature. L'aide publique au développement actuellement travaille sur l'eau, les déchets, l'énergie, la ville durable : elle traite déjà du changement climatique depuis 30 ans. S'il y avait de l'argent additionnel, il faut veiller à ce qu'il y en ait beaucoup en plus. Ce qui voudrait dire que nous avons déjà les outils pour mettre en œuvre rapidement la lutte contre le changement climatique. Nous avons ici en France l'AFD qui peut parfaitement reprendre une partie de ces financements si tant est que nous mettions de l'argent au pot.

- Je ne pense pas que Copenhague soit une si grande catastrophe. Nous avons l'illusion de penser qu'un traité international contraignant pour tous pouvait être obtenu. Mais c'était du domaine du rêve. On ne peut que difficilement y arriver, on risque d'aller de désillusion en désillusion. En réalité, c'est un changement démocratique : on ne peut pas gérer une planète uniquement par le haut. Nous, Français, sommes très déçus parce que nous sommes régaliens, jacobins, nous imaginons une régulation par le haut. Le monde anglo-saxon a une vision plus « bottom up » : nous devons travailler à la base et ensuite modifier le monde à partir de là. Les gens à la base, ce sont les pays. Dans notre pays, il faudrait pousser à un Grenelle 3. Le Pacte écologique a poussé au Grenelle 1 et 2. Le Grenelle 3, ça serait 30% de réduction des émissions. Voilà un débat que l'on peut avoir chez nous. Chez nous, puis on peut l'étendre à l'Europe.

Je pense qu'aux Etats-Unis le mouvement de fond est très puissant et qu'il tordra le bras à Barack Obama assez rapidement. Il y a des Etats qui vont beaucoup plus vite que la moyenne, les investissements sont colossaux dans le domaine de l'environnement. Je pense que, moins contraint par l'extérieur que par l'intérieur, il y arrivera. Et pareil pour la Chine. C'est très étonnant. Ce n'est pas un pays démocratique comme vous le savez, ils décident de façon autoritaire et ils peuvent aller beaucoup plus vite que les autres, ne serait-ce que par l'autorité. Je reviens de Chine et dans une ville comme Shengdu il n'y a pas un deux-roues qui ne soit pas électrique. Les Chinois ont les plus grands programmes photovoltaïques et éoliens du monde, ils auront les plus grands programmes nucléaires également. Ils sont bien capables de tenir des engagements forts et respectueux de nos objectifs globaux. Alors l'addition des objectifs des USA où rien n'est perdu, de la Chine qui est essentielle et d'une Europe qui serait volontariste : peut-être qu'on peut rêver avoir les mêmes objectifs sans avoir de traité. Mais ça reste un rêve.

Réponse d'Anne Chetaille

Concernant les financements, je suis assez d'accord sur le fait qu'il y a des structures qui existent et qu'il faut les utiliser. Mais la question essentielle est celles de financements additionnels pour améliorer ces projets de développement et faire en sorte qu'ils tiennent compte des enjeux climatiques. Et il faut s'assurer aussi d'avoir des procédures de financement appropriés, que ce soit au niveau des institutions financières multilatérales ou bilatérales, pour que l'argent aille au bon endroit, le plus vite possible et à ceux qui en ont le plus besoin.

Sur l'articulation entre ONG environnementales, ONG de solidarité internationale et mouvements sociaux, Copenhague a été une belle opportunité pour rassembler tous ces courants. Au niveau de Coordination Sud, nous travaillons depuis plus de deux ans avec le RAC-F pour un traitement commun des questions de changement climatique et de solidarité internationale. La prise de conscience des enjeux climatiques par les ONG de solidarité internationale a pris du temps. Heureusement Copenhague a permis de renforcer cette mobilisation et aussi travailler avec les mouvements sociaux, et notamment les syndicats, que l'on attendait depuis longtemps sur la question climatique. Continuons sur notre lancée pour que Copenhague soit une opportunité pour travailler ensemble dans les prochaines années !

Réponse de Morgane Créach

Juste sur la question d'un canal existant pour l'aide etc. Il ne faut pas se méprendre. Ce que les ONG ont demandé c'est du cash en plus. Ce n'est pas la création d'une politique climatique, d'une voie à côté de l'aide publique au développement, ça n'aurait pas de logique. Développement et lutte contre les impacts du changement climatique vont de pair. Il ne faut pas faire des choses dispersées, c'est complètement inefficace. Par contre, il nous faut de l'argent en plus. Notre demande, quand on demande que ce soit additionnel aux objectifs de l'aide, c'est juste d'avoir plus d'argent pour ça. Contrairement à ce que nous dit Bercy la plupart du temps : climat et développement, on peut faire à coût zéro. Non, il y a des choses qu'on ne pourra pas faire à coût zéro et il nous faut de l'argent supplémentaire.

Sur l'approche « bottom up », c'est vrai qu'on peut s'interroger. Moi j'ai très peu confiance en cette approche par le bas qui est totalement insuffisante jusqu'à présent. Quand on fait la somme dont vous parlez, on arrive à du -24% dans le meilleur des cas, au lieu d'un -40%. Je répète qu'il faut partir de ce que la science recommande et ensuite décliner cet objectif par Etat, même si ça peut paraître un petit peu comme du forcing. Mais bien sûr le faire en concertation aussi avec les populations. Quand on met en place des plans nationaux de lutte contre le changement climatique, il faut associer les parlements, les citoyens, les collectivités et l'ensemble de la nation. Sur les mouvements sociaux : on est content de leur mobilisation pour porter des messages collectifs. C'est vrai que jusque là ça n'avait pas aussi bien fonctionné.

Conclusion par Pierre Radanne

La question climatique est la première question politique totale de l'Histoire humaine. C'est-à-dire qu'on est obligé de tenir les deux bouts. On est obligé de tenir le haut et donc d'être dans une obligation de résultats parce qu'on est dans un compte à rebours. Et, dans ce compte à rebours, on voit bien déjà dans le bilan de l'application du Protocole de Kyoto de grandes divergences entre pays : ce mauvais bilan nous montre la fragilité d'un système où on irait chacun à sa vitesse parce qu'à ce moment là on tombe sur un énorme problème d'équité, y compris d'ailleurs à l'intérieur de l'Union Européenne. Les Anglais et les Allemands n'auraient pas fait l'effort qu'ils ont fait, on ne serait pas au résultat où on est, sachant qu'il y a des pays qui n'ont quasiment rien foutu. A un moment ça pose un problème. Donc on est obligé de tenir le haut. Mais en même temps, on est obligé de tenir le bas, à savoir qu'on est devant un sujet qui va demander d'aller chercher l'adhésion de chaque citoyen. Dans un certain sens,

c'est une chance car finalement ça va obliger à une revitalisation de la démocratie. C'est la mise en mouvement de chacun, et là il y a une dimension forcément « bottom up », qui sera nécessaire. Donc on est obligé de tenir les deux bouts : d'avoir des moyens et que les gens se les approprient parce qu'ils ont la conviction qu'il faut qu'ils participent à un objectif pour l'ensemble de la communauté humaine, mais que quelque part derrière il y ait une équité au niveau des territoires et au niveau des Etats dans l'atteinte des objectifs de façon proportionnée au résultat final nécessaire.

Pour conclure cette restitution, que l'on fait chaque fois après ces conférences annuelles de l'ONU : il est absolument essentiel de restituer notamment auprès de gens qui n'ont pas fait le déplacement, le vécu et le senti de ces événements. Ce que je voudrais que vous en tiriez, c'est à la fois **l'extrême difficulté du processus** : on est dans une transformation historique, qui ne peut pas se faire en un coup de baguette magique. Mais en même temps, ce qu'on voudrait aussi vous transmettre, c'est la **nécessité d'avancer, d'avancer dans tous les territoires. Il ne faut surtout pas attendre le traité parfait pour se mettre en mouvement**. Il faut justement être dans la situation de pousser, par des réalisations dans les collectivités locales, dans les entreprises et chacun dans nos comportements individuels, pour que les élus, qui sont représentatifs de nous, au sens où ils ne sont pas à des kilomètres en avance sur le reste des sociétés, que l'ensemble des gouvernements se sentent poussés là-dessus et que, d'année en année, on monte le niveau des accords. En tous cas, c'est dans ce processus là qu'il va nous falloir avancer.

4D, le RAC, Coordination Sud et le CRID remercient l'ensemble des participants à ce Mardi de 4D.